

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 201 | Date 22-28 Avril

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 56 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

23 avril : Makbule Özer, une femme kurde malade de 83 ans, a été emprisonnée pour la deuxième fois lundi après qu'un rapport médical publié par le Conseil turc de médecine légale (ATK) ait déclaré qu'elle était apte à rester en prison.

23 avril : La police turque a arrêté lundi 16 personnes lors de perquisitions menées dans quatre villes, dont Ankara, pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, un groupe confessionnel accusé de « terrorisme » par le gouvernement.

24 avril : Le bureau du procureur général d'Istanbul, connu pour ses opérations illégales, a ordonné la détention de 13 anciens étudiants militaires qui auraient des liens avec le mouvement Gülen, accusés d'avoir communiqué par le biais de téléphones publics et de lignes fixes.

26 avril : On apprend qu'Abdulalim Kaya (81, m), un prisonnier malade à la prison de type R d'Elazığ, qui a un rapport d'invalidité de 93% émis par l'hôpital d'éducation et de recherche de Siirt, est gardé dans une chambre individuelle bien qu'il ne puisse pas subvenir seul à ses besoins vitaux en raison de problèmes de santé.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

23 avril : Le bureau du gouverneur d'Istanbul déclare que la place Taksim ne sera pas ouverte pour les prochaines célébrations du 1er mai et qu'un autre lieu sera désigné pour les festivités.

24 avril : Le bureau du gouverneur d'Istanbul a de nouveau interdit une cérémonie de commémoration prévue pour le 24 avril en mémoire des Arméniens qui ont été tués lors d'une déportation massive dans les derniers jours de l'Empire ottoman, dans une décision condamnée comme « un mouvement anti-démocratique » par les organisateurs.

26 avril : Les ouvriers du bâtiment impliqués dans la construction du Centre financier d'Istanbul, un complexe abritant notamment la Banque centrale, ont organisé une manifestation pour réclamer leurs arriérés de salaires. La manifestation a été interrompue lorsque la police a empêché les syndicats de lire une déclaration et a procédé à l'arrestation des dirigeants syndicaux et des travailleurs.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

24 avril : Le député du Parti du mouvement nationaliste (MHP) Levent Uysal a déposé une plainte contre le journaliste de "BirGün", İsmail Arı, ce qui a donné lieu à des poursuites judiciaires. Les accusations portées contre Arı comprennent « l'insulte, la diffamation et l'utilisation de la communication écrite ou visuelle pour insulter » sur la base de ses articles de presse.

26 avril : Un procureur dans le nouveau procès de sept journalistes a demandé des peines de prison pour des accusations de terrorisme en raison de leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

26 avril : Emine Şenyaşar, qui demande justice pour trois membres de sa famille assassinés par des personnes liées à un législateur du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir en Turquie, risque une peine de prison pour avoir prétendument insulté le président turc Recep Tayyip Erdoğan.

26 avril : Trois des neuf journalistes kurdes détenus en début de semaine ont été renvoyés devant un tribunal en vue de leur arrestation, puis arrêtés après avoir témoigné devant un procureur vendredi, tandis que six d'entre eux ont été remis en liberté sous contrôle judiciaire.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

27 avril : Il est allégué que certains réfugiés détenus dans le centre d'expulsion d'Ayvacak à Çanakkale ont agressé sexuellement d'autres réfugiés dans le centre d'expulsion, que les repas donnés aux réfugiés n'étaient pas suffisants, nutritifs et hygiéniques, que les chambres où les réfugiés séjournent n'étaient pas conformes aux normes d'hygiène, que les réfugiés hommes et femmes étaient forcés de rester dans les mêmes chambres, que les réfugiés n'avaient pas assez de couvertures et d'eau potable, et que certains réfugiés ont fait l'objet de remarques racistes et discriminatoires de la part d'agents travaillant dans le centre d'expulsion.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

26 avril : La journaliste Esra Solin Dal, qui a été arrêtée et envoyée en prison, a été soumise à une fouille à nu dans la prison pour femmes de Bakırköy à Istanbul.

27 avril : On apprend qu'Üstat Tunç, un travailleur de la centrale nucléaire d'Akkuyu à Mersin, a été soumis à la violence physique d'agents de sécurité privés russes lorsqu'il a refusé d'appuyer sur sa carte aux tourniquets installés sur le site de construction, et qu'il a reçu un rapport médical de l'hôpital d'État d'Aydıncık documentant la violence physique.